Nous représentons un groupe diversifié d’universitaires en poste dans des collèges et des universités partout au Canada qui ne peut plus demeurer passif face aux changements climatiques causés par l’activité humaine. En octobre 2018, le Groupe d’experts intergouvernemental sur l’évolution du climat (GIEC) a publié un rapport effrayant qui confirme que les changements climatiques sont une menace sérieuse et sans précédent à la diversité et à la stabilité de la vie sur Terre. Dans l’immédiat, nous faisons face à la possibilité de l’effondrement de l’écosystème planétaire et à d’immenses bouleversements sociaux, et nous ne disposons que de peu de temps. Ainsi nous, les signataires, appelons d’une seule voix le gouvernement canadien à un effort radical de lutte face à l’urgence climatique. Nous appelons également, et toujours d’une seule voix, les universités canadiennes à se désinvestir de l’industrie des énergies fossiles qui contribue à la crise climatique et nous les encourageons à rediriger leurs investissements vers le secteur des énergies renouvelables et des autres technologies salutaires pour le climat.

Ce faisant, nous appuyons les efforts du groupe international Extinction Rébellion (XR) qui attire l’attention à la menace extrême de notre situation actuelle. Tout comme XR, nous sommes particulièrement préoccupés par un changement climatique incontrôlé qui provoquerait des changements catastrophiques irréversibles qui nous toucheraient tous. Afin de demeurer en dessous du seuil de 1,5°C d’augmentation de température fortement préconisé par le rapport du GIEC, nous devons réduire de 45% d’ici 2030 les émissions mondiales de CO2. En tant que pays riche ayant historiquement contribué beaucoup plus d’émissions que la moyenne mondiale, le Canada a une obligation morale et réelle de réduire ses émissions de gaz à effet de serre à un rythme beaucoup plus rapide que la moyenne. Une allocation d’émissions proportionnelle à sa population et dans l’optique de rester en dessous du seuil de 1,5°C obligerait le Canada de mettre en œuvre sa décarbonisation totale d’ici 2025, en accord avec les demandes de XR.

Afin d’atteindre cet objectif, nous devons radicalement réduire nos émissions et ce le plus rapidement possible. Après des décennies d’intransigeance, d’inaction et d’augmentation des émissions de gaz à effet de serre, nous ne pouvons plus nous permettre d’attendre même un moment de plus. Il ne nous reste que très peu de temps. Ainsi, nous devons adhérer aux demandes de changements systémiques radicaux de XR, à savoir : 1) la reconnaissance par le gouvernement canadien de l’urgence climatique—non seulement dans ses paroles mais dans l’action—en mettant en œuvre ses ressources pour faire connaître l’urgence climatique le plus largement possible ; 2) l’adoption par le gouvernement du Canada d’une législation contraignante afin de mettre fin à la perte de la biodiversité et de réduire les émissions de carbone à un taux net égal à zéro d’ici 2025 ; 3) la mise en place d’une assemblée citoyenne décisionnaire afin d’assurer que la transition soit équitable et efficace, et ; 4) une transition énergétique juste pour tous les Canadiens, surtout ceux déjà marginalisés et oubliés par le système économique actuel.

Avec XR, nous demandons donc que le gouvernement canadien adopte la législation nécessaire pour mobiliser la société de façon semblable à la mobilisation connue lors de la Seconde Guerre mondiale afin de pouvoir atteindre la cible d’émission carbone zéro d’ici 2025.

Du fait d’un taux de réchauffement climatique, passé et présent, au Canada qui est le double de celui de la moyenne mondiale, du fait de la destruction du mode de vie des Inuits et des autres peuples indigènes, prolongeant leur oppression, nous demandons, aux côtés de XR, que notre gouvernement protège ces membres de notre société au Canada et partout dans le monde ainsi que les personnes pauvres tant des pays riches que du Sud global et tous ceux et celles qui subissent la persécution du fait de leur race, de leur religion, de leur sexualité, ou de leur genre, c’est-à-dire tous ceux qui ont été le plus touchés par un système économique fondé sur une vision de croissance insoutenable sur la base de l’extraction illimitée de ressources.

Nous refusons de continuer à appuyer des politiciens qui se disent préoccupés par les changements climatiques tout en approuvant de nouveaux pipelines, l’exploitation de sables bitumineux et des usines de liquéfaction de gaz naturel. Notre gouvernement actuel ne propose pas l’action courageuse et rapide nécessaire face à la crise. Il est de notre devoir moral de revendiquer cette action. Nous ne disposons que de quelques courtes années avant d’éviter la catastrophe irréversible. Nous exigeons la justice climatique.